

En noir le texte du projet de réforme, en bleu les modifications proposées, en rouge mes observations, parfois en noir italique les textes d'origine avant modifications.

Avoir le texte de la constitution d'origine sous les yeux permet de mieux comprendre les modifications réalisées.

Voir le **résumé en fin de document** relevant les points essentiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CONGRÈS DU PARLEMENT

21 juillet 2008

PROJET DE LOI

CONSTITUTIONNELLE

de modernisation des institutions de la Ve République.

(Annexe au décret du 17 juillet 2008 tendant à soumettre un projet de loi constitutionnelle au Parlement réuni en Congrès.)

Article 1^{er}

I. – L'article 1^{er} de la Constitution est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives, ainsi qu'aux responsabilités professionnelles et sociales. »

II. – Le dernier alinéa de l'article 3 de la Constitution est supprimé.

Article 2

L'article 4 de la Constitution est ainsi modifié :

1° Dans le second alinéa, les mots : « au dernier alinéa de l'article 3 » sont remplacés par les mots : « au second alinéa de l'article 1^{er} » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« La loi garantit les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation. »

Parti et groupements politiques ne doivent pas être les seuls participants, c'est le peuple tout entier qui doit pouvoir s'exprimer et participer. Sinon nous assisterons à une professionnalisation des politiques

Article 3

Après le premier alinéa de l'article 6 de la Constitution, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs. »

Pourquoi se priver de quelqu'un s'il est compétent ? Il me semble que l'idée sous-jacente est que tous souhaitent se partager le gâteau ! Cela interdit de fait d'avoir des projets à long terme. Enfin l'élu n'a aucun effort à faire pour sa réélection, une fois élu sachant qu'il ne reviendra plus le malhonnête aura tendance à tout rafler pour lui.

Article 4

L'article 11 de la Constitution est ainsi modifié :

1° Dans le premier alinéa, les mots : « ou sociale » sont remplacés par les mots : « , sociale ou environnementale » ;

2° Après le deuxième alinéa, sont insérés quatre alinéas ainsi rédigés :

- 4 -

« Un référendum portant sur un objet mentionné au premier alinéa peut être organisé à l'initiative d'un cinquième des membres du Parlement, soutenue par un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales. Cette initiative prend la forme d'une proposition de loi et ne peut avoir pour objet l'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an.

Il ne s'agit pas de proposer une nouvelle loi mais seulement de contrer une loi récente.

Comment en moins d'un an, se rendre compte de méfaits d'une disposition législative, expliquer, rassembler 10% des électeurs et convaincre un cinquième des parlementaires ! Cette disposition est une supercherie démagogique!

« Les conditions de sa présentation et celles dans lesquelles le Conseil constitutionnel contrôle le respect des dispositions de l'alinéa précédent sont déterminées par une loi organique.

Surtout si des dispositions techniques non définies peuvent encore freiner l'organisation de ce référendum

« Si la proposition de loi n'a pas été examinée par les deux assemblées dans un délai fixé par la loi organique, le Président de la République la soumet au référendum.

Ainsi le président pourra contrer toute loi qui ne lui plaira pas dans le parlement, car lui plus que quiconque aura la possibilité d'organiser ce référendum !

« Lorsque la proposition de loi n'est pas adoptée par le peuple français, aucune nouvelle proposition de référendum portant sur le même sujet ne peut être présentée avant l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date du scrutin. » ;

Quelle proposition de loi ? Celle proposée dans le référendum ou celle qui est abrogée par ce référendum, si c'est cette deuxième proposition cela permet un verrouillage interdisant toute nouvelle tentative de mise en place de cette loi !

3° Dans le dernier alinéa, après le mot : « projet », sont insérés les mots : « ou de la proposition ».

Article 5

L'article 13 de la Constitution est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Une loi organique détermine les emplois ou fonctions, autres que ceux mentionnés au troisième alinéa, pour lesquels, en raison de leur importance pour la garantie des droits et libertés ou la vie économique et sociale de la Nation, le pouvoir de nomination du Président de la République s'exerce après avis public de la commission permanente compétente de chaque assemblée. Le Président de la République ne peut procéder à une nomination lorsque l'addition des votes négatifs dans chaque commission représente au moins trois cinquièmes des suffrages exprimés au sein des deux commissions. La loi détermine les commissions permanentes compétentes selon les emplois ou fonctions concernés. »

Au flou d'une « loi organique » et des « commissions » qui peut tout modifier, s'ajoute une extension du pouvoir de nomination qui ajoute d'autres prérogatives à celle déjà mentionnées dans l'article d'origine, il est difficilement envisageable d'avoir un jour trois cinquièmes d'avis défavorables de la part de personnes qui toutes ont plus ou moins envie un jour d'être nommées à leur tour et craindront donc de se faire mal voir ! Qui fait ces nominations avant cette nouvelle disposition, c'est donc bien une concentration des pouvoirs (en plus une force d'influence !) dans les mains du président ?

Article 6

L'article 16 de la Constitution est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Après trente jours d'exercice des pouvoirs exceptionnels, le Conseil constitutionnel peut être saisi par le Président de l'Assemblée nationale, le Président du Sénat, soixante députés ou soixante sénateurs, aux fins d'examiner si les conditions énoncées au premier alinéa demeurent réunies. Il se prononce dans les délais les plus brefs par un avis public. Il procède de plein droit à cet examen et se prononce dans les mêmes conditions au terme de soixante jours d'exercice des pouvoirs exceptionnels et à tout moment au-delà de cette durée. »

C »est vrai que l'article initial ne mentionnant pas de limite, la limite était de fait limité à la l'aspect exceptionnel de la situation elle-même, Avec cette modification, trente jour de pouvoir exceptionnels sont assurés, un flou d'interprétation de ce texte permet aussi d'aller à 60 jours.

Article 7

L'article 17 de la Constitution est ainsi rédigé : « *Art. 17.* – Le Président de la République a le droit de faire grâce à titre individuel. »

Donc interdit une grâce collective ? Pas de grâce à partir d'un principe mais toujours à la tête du client.

Article 8

L'article 18 de la Constitution est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Il peut prendre la parole devant le Parlement réuni à cet effet en Congrès. Sa déclaration peut donner lieu, hors sa présence, à un débat qui ne fait l'objet d'aucun vote. » ;

Mélange des pouvoirs exécutifs et législatifs, la logique républicaine voudrait que le président vienne seulement rendre compte de ses actes dans l'exécution des lois promulguées par le parlement, expression du peuple souverain, avec un vote critique du travail qu'il a réalisé. Cette disposition en congrès d'un discours sans vote ressemble fort à une mise au pas de ces assemblées.

2° Dans le dernier alinéa, les mots : « le Parlement est réuni » sont remplacés par les mots : « les assemblées parlementaires sont réunies ».

Mélange du parlement et du sénat officialisé sachant que le sénat est beaucoup moins démocratique de part ses formes de nomination, ce mélange réduit encore l'expression de la souveraineté du peuple.

Article 9

L'article 24 de la Constitution est ainsi rédigé :

« *Art. 24.* – Le Parlement vote la loi. Il contrôle l'action du Gouvernement. Il évalue les politiques publiques. « Il comprend l'Assemblée nationale et le Sénat. « Les députés à l'Assemblée nationale, dont le nombre ne peut excéder cinq cent soixante-dix-sept, sont élus au suffrage direct.

« Le Sénat, dont le nombre de membres ne peut excéder trois cent quarante-huit, est élu au suffrage indirect. Il assure la représentation des collectivités territoriales de la République. « Les Français établis hors de France sont représentés à l'Assemblée nationale et au Sénat. »

La phrase clé est noyée dans les dispositions chiffrées, « le parlement vote la loi » non le parlement doit « proposer et voter les lois », les lois sont issues de la souveraineté du peuple par le l'arbitraire d'un président.

Article 10

L'article 25 de la Constitution est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est complété par les mots : « ou leur remplacement temporaire en cas d'acceptation par eux de fonctions gouvernementales » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Une commission indépendante, dont la loi fixe la composition et les règles d'organisation et de fonctionnement, se prononce par un avis public sur les projets de texte et propositions de loi délimitant les circonscriptions pour l'élection des députés ou modifiant la répartition des sièges de députés ou de sénateurs. »

Le découpage électoral sera donc surveillé par une commission « indépendante » dont ni la composition, ni les règles d'organisation et de fonctionnement ne sont définies ! Sachant les prérogatives de nomination accordées plus haut au président, comment croire à cette indépendance ?

Article 11

L'article 34 de la Constitution est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est supprimé ; (rappel : « La loi est votée par le Parlement ».)

La loi n'est donc plus votée par le parlement ?

2° Dans le troisième alinéa, après les mots : « libertés publiques ; », sont insérés les mots : « la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias ; »

Un leurre s'il n'y a pas d'indépendance économique des médias !

3° Après les mots : « assemblées parlementaires », la fin du huitième alinéa est ainsi rédigée : « , des assemblées locales et des instances représentatives des Français établis hors de France ainsi que les conditions d'exercice des mandats électoraux et des fonctions électives des membres des assemblées délibérantes des collectivités territoriales ; »

S'il était possible d'envisager une certaine indépendance dans les procédures de représentativité des assemblées locales cette liberté disparaît. Centralisation accrue.

4° L'avant-dernier alinéa est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Des lois de programmation déterminent les objectifs de l'action de l'État.

« Les orientations pluriannuelles des finances publiques sont définies par des lois de programmation. Elles s'inscrivent dans l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques. »

Vers des comptes enfin équilibrés bravo

Article 12

Après l'article 34 de la Constitution, il est inséré un article 34-1 ainsi rédigé :

« Art. 34-1. – Les assemblées peuvent voter des résolutions dans les conditions fixées par la loi organique. « Sont irrecevables et ne peuvent être inscrites à l'ordre du jour les propositions de résolution dont le Gouvernement estime que leur adoption ou leur rejet serait de nature à mettre en cause sa responsabilité ou qu'elles contiennent des injonctions à son égard. »

Encore ce flou d'une loi organique non définie, mais l'assemblée perd tout pouvoir car elle ne peut ni proposer, ni contrôler, ni même faire la moindre injonction au président de la république.

C'est l'affirmation absolue de la prise du pouvoir de l'exécutif sur le législatif !

C'est un coup d'état !

Article 13

L'article 35 de la Constitution est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« Le Gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention. Il précise les objectifs poursuivis. Cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote.

« Lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, le Gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement. Il peut demander à l'Assemblée nationale de décider en dernier ressort.

« Si le Parlement n'est pas en session à l'expiration du délai de quatre mois, il se prononce à l'ouverture de la session suivante. »

Il s'agit quand même du choix de la déclaration de guerre ! Le président peut déclarer la guerre sans contrôle, et même attendre trois jours pour s'expliquer ! Et même là il n'y a aucun vote possible et ce pendant quatre mois ! Voir plus car il faut attendre la session suivante ! Pas même de session exceptionnelle !

Article 14

Le deuxième alinéa de l'article 38 de la Constitution est complété par une phrase ainsi rédigée:

« Elles ne peuvent être ratifiées que de manière expresse. »

Encore une limitation du pouvoir de l'assemblée nationale alors qu'il s'agit de la procédure exceptionnelle du gouvernement par ordonnances.

Article 15

L'article 39 de la Constitution est ainsi modifié :

1° Dans la dernière phrase du dernier alinéa, les mots : « et les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France » sont supprimés ;

Si le sénat ne s'occupe pas de cela qui va donc s'en occuper dorénavant ?

2° Sont ajoutés trois alinéas ainsi rédigés :

« La présentation des projets de loi déposés devant l'Assemblée nationale ou le Sénat répond aux conditions fixées par une loi organique.

Encore ces lois organiques où tout est possible

« Les projets de loi ne peuvent être inscrits à l'ordre du jour si la Conférence des présidents de la première assemblée saisie constate que les règles fixées par la loi organique sont méconnues. En cas de désaccord entre la Conférence des présidents et le Gouvernement, le président de l'assemblée intéressée ou le Premier ministre peut saisir le Conseil constitutionnel qui statue dans un délai de huit jours. « Dans les conditions prévues par la loi, le président d'une assemblée peut soumettre pour avis au Conseil d'État, avant son examen en commission, une proposition de loi déposée par l'un des membres de cette assemblée, sauf si ce dernier s'y oppose. »

Si cela n'est pas un frein à la liberté des assemblées de fixer leur ordre du jour, cela y ressemble beaucoup, surtout qu'encore une fois le mot magique « loi organique » permet tout.

Article 16

Dans le premier alinéa de l'article 41 de la Constitution, après les mots : « le Gouvernement », sont insérés les mots : « ou le président de l'assemblée saisie ».

Encore un frein supplémentaire

Article 17

L'article 42 de la Constitution est ainsi rédigé :

« *Art. 42.* – La discussion des projets et des propositions de loi porte, en séance, sur le texte adopté par la commission saisie en application de l'article 43 ou, à défaut, sur le texte dont l'assemblée a été saisie.

« Toutefois, la discussion en séance des projets de révision constitutionnelle, des projets de loi de finances et des projets de loi de financement de la sécurité sociale porte, en première lecture devant la première assemblée saisie, sur le texte présenté par le Gouvernement et, pour les autres lectures, sur le texte transmis par l'autre assemblée.

Toujours priorité au gouvernement sur l'assemblée

« La discussion en séance, en première lecture, d'un projet ou d'une proposition de loi ne peut intervenir, devant la première assemblée saisie, qu'à l'expiration d'un délai de six semaines après son dépôt. Elle ne peut intervenir, devant la seconde assemblée saisie, qu'à l'expiration d'un délai de quatre semaines à compter de sa transmission.

« L'alinéa précédent ne s'applique pas si la procédure accélérée a été engagée dans les conditions prévues à l'article 45. Il ne s'applique pas non plus aux projets de loi de finances, aux projets de loi de financement de la sécurité sociale et aux projets relatifs aux états de crise. »

Pas de délais de réflexion accordé aux questions d'argent ?

Article 18

L'article 43 de la Constitution est ainsi rédigé : « *Art. 43.* – Les projets et propositions de loi sont envoyés pour examen à l'une des commissions permanentes dont le nombre est limité à huit dans chaque assemblée.

« À la demande du Gouvernement ou de l'assemblée qui en est saisie, les projets ou propositions de loi sont envoyés pour examen à une commission spécialement désignée à cet effet. »

Que la loi limite les commissions ce n'est pas plus mal. Mais à mon avis ce n'est pas au gouvernement d'imposer la création d'une commission à l'assemblée.

Article 19

Le premier alinéa de l'article 44 de la Constitution est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Ce droit s'exerce en séance ou en commission selon les conditions fixées par les règlements des assemblées, dans le cadre déterminé par une loi organique. »

Il s'agit du droit d'amendement qui devient limité par une loi organique ! Flou artistique tant que cette loi organique n'est pas définie.

Article 20

L'article 45 de la Constitution est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Sans préjudice de l'application des articles 40 et 41, tout amendement est recevable en première lecture dès lors qu'il présente un lien, même indirect, avec le texte déposé ou transmis. »

Renvois d'articles en articles car le 41 renvoie lui-même au 38 ! Le droit d'amendement devient d'une complexité telle que toutes les interprétations pourront fleurir.

2° Le deuxième alinéa est ainsi modifié :

a) Les mots : « déclaré l'urgence » sont remplacés par les mots : « décidé d'engager la procédure accélérée sans que les Conférences des présidents s'y soient conjointement opposées » ;

b) Après le mot : « ministre », le mot : « a » est remplacé par les mots : « ou, pour une proposition de loi, les présidents des deux assemblées agissant conjointement, ont ».

Pour être plus clair on remplace :

Lorsque, par suite d'un désaccord entre les deux assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque assemblée ou, si le Gouvernement a déclaré l'urgence, après une seule lecture par chacune d'entre elles, le Premier Ministre a la faculté de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion.

Par

Lorsque, par suite d'un désaccord entre les deux assemblées, un projet ou une proposition de loi n'a pu être adopté après deux lectures par chaque assemblée ou, si le Gouvernement a décidé d'engager la procédure accélérée sans que les Conférences des présidents s'y soient conjointement opposées, après une seule lecture par chacune d'entre elles, le Premier Ministre ou, pour une proposition de loi, les présidents des deux assemblées agissant conjointement, ont la faculté de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion.

Cela devient d'une limpidité douteuse.

Article 21

Le deuxième alinéa de l'article 46 de la Constitution est ainsi rédigé :

« Le projet ou la proposition ne peut, en première lecture, être soumis à la délibération et au vote des assemblées qu'à l'expiration des délais fixés au troisième alinéa de l'article 42. Toutefois, si la procédure accélérée a été engagée dans les conditions prévues à l'article 45, le projet ou la proposition ne peut être soumis à la délibération de la première assemblée saisie avant l'expiration d'un délai de quinze jours après son dépôt. »

Rappel le troisième alinéa limite les temps de réflexions sur les questions financières, si je comprends bien cela instaure des lois à deux vitesses, rapides en cas de finances ou de décisions gouvernementales, et retardées d'au moins quinze jours pour les autres.

Article 22

I. – Le dernier alinéa des articles 47 et 47-1 de la Constitution est supprimé.

Rappel, voilà ce qui est supprimé : « La Cour des Comptes assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. ».

« La Cour des comptes assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'application des lois de financement de la sécurité sociale. »

II. – Après l'article 47-1 de la Constitution, il est inséré un article 47-2 ainsi rédigé :

« Art. 47-2. – La Cour des comptes assiste le Parlement dans le contrôle de l'action du Gouvernement. Elle assiste le Parlement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances et de l'application des lois de financement de la sécurité sociale ainsi que dans l'évaluation des politiques publiques. Par ses rapports publics, elle contribue à l'information des citoyens.

« Les comptes des administrations publiques sont réguliers et sincères. Ils donnent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière. »

Mais toujours aucun pouvoir de sanction contre les fautifs, il ne reste que le pouvoir « informatif ».

Article 23

L'article 48 de la Constitution est ainsi rédigé :

« Art. 48. – Sans préjudice de l'application des trois derniers alinéas de l'article 28, l'ordre du jour est fixé par chaque assemblée.

Ordre du jour fixé par les assemblées et non « dans l'ordre que le Gouvernement a fixé » semble être positif ?

« Deux semaines de séance sur quatre sont réservées par priorité, et dans l'ordre que le Gouvernement a fixé, à l'examen des textes et aux débats dont il demande l'inscription à l'ordre du jour.

Raté il fallait lire plus loin !

« En outre, l'examen des projets de loi de finances, des projets de loi de financement de la sécurité sociale et, sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, des textes transmis par l'autre assemblée depuis six semaines au moins, des projets relatifs aux états de crise et des demandes d'autorisation visées à l'article 35 est, à la demande du Gouvernement, inscrit à l'ordre du jour par priorité.

« Une semaine de séance sur quatre est réservée par priorité et dans l'ordre fixé par chaque assemblée au contrôle de l'action du Gouvernement et à l'évaluation des politiques publiques.

« Contrôler l'action du gouvernement » n'est ce pas une belle illusion vu les pouvoirs actuels de l'assemblée. ?

« Un jour de séance par mois est réservé à un ordre du jour arrêté par chaque assemblée à l'initiative des groupes d'opposition de l'assemblée intéressée ainsi qu'à celle des groupes minoritaires.

Un jour par mois pour les minoritaires même à 49 % est ce suffisant ?

« Une séance par semaine au moins, y compris pendant les sessions extraordinaires prévues à l'article 29, est réservée par priorité aux questions des membres du Parlement et aux réponses du Gouvernement. »

Le parlement questionne le gouvernement répond, l'aspect consultatif du parlement et l'aspect autoritaire du gouvernement est confirmé. Jamais le gouvernement ne questionne l'assemblée pour attendre la réponse des représentants du peuple ?

Article 24

Le troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution est ainsi modifié :

1° Dans la première phrase, le mot : « texte » est remplacé par les mots : « **projet de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale** » ;

Cela créé une limitation du pouvoir du premier ministre à imposer un texte à l'assemblée.

2° Dans la deuxième phrase, le mot : « texte » est remplacé par le mot : « **projet** » ;

3° Il est ajoutée une phrase ainsi rédigée :

« **Le Premier ministre peut, en outre, recourir à cette procédure pour un autre projet ou une proposition de loi par session.** »

...mais ce pouvoir est étendu sur plusieurs projets par session ! Alors que le député « ne peut être signataire de plus de trois motions de censure au cours d'une même session ordinaire et de plus d'une au cours d'une même session extraordinaire. » (Texte d'origine inchangé).

Il suffit de « griller » le droit des députés à faire une motion de censure pour que les suivantes se retrouvent libérées du risque de censure !

Cela ressemble aussi à un coup d'état bien caché !

Je prédis que la sécurité sociale va vite se retrouver réformée à la sauce de ce président !

Article 25

Après l'article 50 de la Constitution, il est inséré un article 50-1 ainsi rédigé :

« **Art. 50-1. – Devant l'une ou l'autre des assemblées, le Gouvernement peut, de sa propre initiative ou à la demande d'un groupe parlementaire au sens de l'article 51-1, faire, sur un sujet déterminé, une déclaration qui donne lieu à débat et peut, s'il le décide, faire l'objet d'un vote sans engager sa responsabilité.** »

Cela signifierait-il que la démission actuellement obligatoire du gouvernement en cas de motion de censure pourrait être contrecarrée par ce vote ultime ?

Article 26

Après l'article 51 de la Constitution, il est inséré deux articles 51-1 et 51-2 ainsi rédigés :

« **Art. 51-1. – Le règlement de chaque assemblée détermine les droits des groupes parlementaires constitués en son sein. Il reconnaît des droits spécifiques aux groupes d'opposition de l'assemblée intéressée ainsi qu'aux groupes minoritaires.**

« **Art. 51-2. – Pour l'exercice des missions de contrôle et d'évaluation définies au premier alinéa de l'article 24, des commissions d'enquête peuvent être créées au sein de chaque assemblée pour recueillir, dans les conditions prévues par la loi, des éléments d'information.**

« **La loi détermine leurs règles d'organisation et de fonctionnement. Leurs conditions de création sont fixées par le règlement de chaque assemblée.** »

Cela ressemble fort à un petit cadeau pour faire passer la pilule !

Comme par hasard ce texte devient clair et limpide alors que le reste est dilué de complexités fumeuses et de renvois qu'il faut décoder.

Article 27

Le premier alinéa de l'article 56 de la Constitution est complété par deux phrases ainsi rédigées :

« **La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable à ces nominations. Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée concernée.** »

Donc les nominations du conseil constitutionnel sont modifiées, voilà pourquoi des changements de procédures de nominations annexes avaient été décidés plus haut (article 5 des modifs) Celui qui nomme discrètement les sous-fifres contrôle ceux qui nomment les membres les plus visibles.

Article 28

Dans le premier alinéa de l'article 61 de la Constitution, après le mot : « promulgation, », sont insérés les mots : « les propositions de loi mentionnées à l'article 11 avant qu'elles ne soient soumises au référendum, ».

Les propositions pour un référendum populaire sera lui aussi soumis avant promulgation au conseil constitutionnel. Celui-ci ne contrôle toujours que certaines lois organiques et les règlements des assemblées.

Article 29

Après l'article 61 de la Constitution, il est inséré un article 61-1 ainsi rédigé :

« Art. 61-1. – Lorsque, à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soutenu qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, le Conseil constitutionnel peut être saisi de cette question sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour de cassation qui se prononce dans un délai déterminé.

« Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article. »

Article 30

Le premier alinéa de l'article 62 de la Constitution est remplacé par deux alinéas ainsi rédigés :

« Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61 ne peut être promulguée ni mise en application.

« Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61-1 est abrogée à compter de la publication de la décision du Conseil constitutionnel ou d'une date ultérieure fixée par cette décision. Le Conseil constitutionnel détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause. »

Article 31

L'article 65 de la Constitution est ainsi rédigé :

« Art. 65. – Le Conseil supérieur de la magistrature comprend une formation compétente à l'égard des magistrats du siège et une formation compétente à l'égard des magistrats du parquet.

Exit la présidence du président de la république et du premier ministre en suppléant ?

« La formation compétente à l'égard des magistrats du siège est présidée par le premier président de la Cour de cassation. Elle comprend, en outre, cinq magistrats du siège et un magistrat du parquet, un conseiller d'État désigné par le Conseil d'État, un avocat ainsi que six personnalités qualifiées qui n'appartiennent ni au Parlement, ni à l'ordre judiciaire, ni à l'ordre administratif. Le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale et le Président du Sénat désignent chacun deux personnalités qualifiées. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable aux nominations des personnalités qualifiées. Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée du Parlement sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée intéressée.

Revoilà l'importance de cet article 13 sur les nominations ! Les « personnalités qualifiées » étaient « ni au Parlement ni à l'ordre judiciaire » elles devront en outre être « ni à l'ordre administratif ». donc elles seront forcément issues du privé. Cela devrait permettre l'introduction des grandes entreprises dans la magistrature.

« La formation compétente à l'égard des magistrats du parquet est présidée par le procureur général près la Cour de cassation. Elle comprend, en outre, cinq magistrats du parquet et un magistrat du siège, ainsi que le conseiller d'État, l'avocat et les six personnalités qualifiées mentionnés au deuxième alinéa.

« La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du siège fait des propositions pour les nominations des magistrats du siège à la Cour de cassation, pour celles de premier président de cour d'appel et pour celles de président de tribunal de grande instance. Les autres magistrats du siège sont nommés sur son avis conforme.

« La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis sur les nominations qui concernent les magistrats du parquet.

« La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du siège statue comme conseil de discipline des magistrats du siège. Elle comprend alors, outre les membres visés au deuxième alinéa, le magistrat du siège appartenant à la formation compétente à l'égard des magistrats du parquet.

« La formation du Conseil supérieur de la magistrature compétente à l'égard des magistrats du parquet donne son avis sur les sanctions disciplinaires qui les concernent. Elle comprend alors, outre les membres visés au troisième alinéa, le magistrat du parquet appartenant à la formation compétente à l'égard des magistrats du siège.

Avant cette institution se contentait de « donner son avis pour les nominations » aujourd'hui elle peut « donner son avis sur les sanctions disciplinaires » mais plus sur les nominations. J'interprète cela comme une diminution de compétence déguisée en augmentation de pouvoir. Elle ne nomme plus le magistrat mais donne seulement un avis sur des sanctions éventuelles après nomination.

« Le Conseil supérieur de la magistrature se réunit en formation plénière pour répondre aux demandes d'avis formulées par le Président de la République au titre de l'article 64. Il se prononce, dans la même formation, sur les questions relatives à la déontologie des magistrats ainsi que sur toute question relative au fonctionnement de la justice dont le saisit le ministre de la justice. La formation plénière comprend trois des cinq magistrats du siège mentionnés au deuxième alinéa, trois des cinq magistrats du parquet mentionnés au troisième alinéa, ainsi que le conseiller d'État, l'avocat et les six personnalités qualifiées mentionnés au deuxième alinéa. Elle est présidée par le premier président de la Cour de cassation, que peut suppléer le procureur général près cette cour.

Le président demande, la formation plénière se réunit, réduite de trois magistrats, au lieu de six mais les six du privé sont tous là. Six contre cinq qui gagnera ? Joli calcul en fonction du privé !

« Sauf en matière disciplinaire, le ministre de la justice peut participer aux séances des formations du Conseil supérieur de la magistrature.

« Le Conseil supérieur de la magistrature peut être saisi par un justiciable dans les conditions fixées par une loi organique.

Vive le flou magique de la loi organique !

« La loi organique détermine les conditions d'application du présent article. »

Article 32

L'intitulé du titre XI de la Constitution est ainsi rédigé : « Le Conseil économique, social et environnemental ».

Pour faire plaisir aux écolos ?

Article 33

L'article 69 de la Constitution est ainsi modifié :

1° Dans les premier et deuxième alinéas, les mots :

« Conseil économique et social » sont remplacés par les mots : « [Conseil économique, social et environnemental](#) » ;

2° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Le Conseil économique, social et environnemental peut être saisi par voie de pétition dans les conditions fixées par une loi organique. Après examen de la pétition, il fait connaître au Gouvernement et au Parlement les suites qu'il propose d'y donner. »

Toujours ce flou « organique »

Article 34

L'article 70 de la Constitution est ainsi rédigé :

« *Art. 70.* – Le Conseil économique, social et environnemental peut être consulté par le Gouvernement et le Parlement sur tout problème de caractère économique, social ou environnemental. Le Gouvernement peut également le consulter sur les projets de loi de programmation définissant les orientations pluriannuelles des finances publiques. Tout plan ou tout projet de loi de programmation à caractère économique, social ou environnemental lui est soumis pour avis. »

Article 35

Dans l'article 71 de la Constitution, les mots : « [Conseil économique et social](#) » sont remplacés par les mots : « [Conseil économique, social et environnemental](#) ».

Article 36

Dans l'article 71 de la Constitution, après le mot : « social », sont insérés les mots : «[dont le nombre de membres ne peut excéder deux cent trente-trois](#), ».

Deux cent trente trois personnes dans ce conseil ? Je suis sidéré par ce chiffre ! Qui les nomme ? Quelles compétences ? D'où viennent-ils ? Comment sont-ils payés ?

Article 37

L'article 72-3 de la Constitution est ainsi modifié :

1° Dans le deuxième alinéa, après le mot : « [Mayotte](#), », sont insérés les mots : « [Saint-Barthélemy, Saint-Martin](#), » ;

Ces îles sont-elles devenues tout d'un coup indépendante de la gestion guadeloupéenne ? N'oublions pas que l'île de Saint Martin est un paradis fiscal, quant à Saint Barthélemy on y trouve les résidences des plus grandes fortunes de France. Je présume que cela suffit pour conduire à une certaine indépendance.

2° Le dernier alinéa est complété par les mots : « [et de Clipperton](#) ».

Article 38

L'article 73 de la Constitution est ainsi modifié :

1° À la fin du deuxième alinéa, les mots : « *par la loi* » sont remplacés par les mots : « [selon le cas, par la loi ou par le règlement](#) »

2° Dans le troisième alinéa, les mots : « *par la loi* » sont remplacés par les mots : « [selon le cas, par la loi ou par le règlement](#), » et, après les mots : « de la loi », sont ajoutés les mots : « [ou du règlement](#) ».

Dans les départements d'outre-mer cela signifie-t-il qu'un règlement pourrait se substituer à la loi ? Les fortunes de Barthélemy pourraient régler leurs statuts à leur guise sans référence à la loi ?

Article 39

Le premier alinéa de l'article 74-1 de la Constitution est ainsi rédigé :

« Dans les collectivités d'outre-mer visées à l'article 74 et en Nouvelle-Calédonie, le Gouvernement peut, par ordonnances, dans les matières qui demeurent de la compétence de l'État, étendre, avec les adaptations nécessaires, les dispositions de nature législative en vigueur en métropole ou adapter les dispositions de nature législative en vigueur à l'organisation particulière de la collectivité concernée, sous réserve que la loi n'ait pas expressément exclu, pour les dispositions en cause, le recours à cette procédure. »

L'état s'accorde par ordonnance de décider librement ce qui s'applique ou non dans ces pays d'outremer. Le parlement n'a plus aucun mot à dire sur ce sujet.

Article 40

Après l'article 75 de la Constitution, il est inséré un article 75-1 ainsi rédigé :

« Art. 75-1. – Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France. »

Après les avoir combattues au nom de l'unité de la république, veux-t-on les réhabiliter ?

Article 41

Après le titre XI de la Constitution, il est inséré un titre XI *bis* ainsi rédigé :

« TITRE XI BIS

« LE DÉFENSEUR DES DROITS

« Art. 71-1. – Le Défenseur des droits veille au respect des droits et libertés par les administrations de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics, ainsi que par tout organisme investi d'une mission de service public, ou à l'égard duquel la loi organique lui attribue des compétences.

Ses compétences excluent le gouvernement et les ministres ?

« Il peut être saisi, dans les conditions prévues par la loi organique, par toute personne s'estimant lésée par le fonctionnement d'un service public ou d'un organisme visé au premier alinéa. Il peut se saisir d'office.

« La loi organique définit les attributions et les modalités d'intervention du Défenseur des droits. Elle détermine les conditions dans lesquelles il peut être assisté par un collègue pour l'exercice de certaines de ses attributions.

« Le Défenseur des droits est nommé par le Président de la République pour un mandat de six ans non renouvelable, après application de la procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13. Ses fonctions sont incompatibles avec celles de membre du Gouvernement et de membre du Parlement. Les autres incompatibilités sont fixées par la loi organique.

«Nommé par le Président » Je sentais bien que ce serait encore une prérogative du président de nommer ce défenseur des droits, en plus six ans lui permettent d'agir au-delà du mandat présidentiel !

« Le Défenseur des droits rend compte de son activité au Président de la République et au Parlement. »

Non seulement il est nommé par le président mais ne rend compte qu'à lui seul ! Il pourrait ainsi assurer seul un contrôle des institutions ?

Article 42

I. – Dans le titre XIV de la Constitution, il est rétabli un article 87 ainsi rédigé :

« *Art. 87.* – La République participe au développement de la solidarité et de la coopération entre les États et les peuples ayant le français en partage. »

II. – L'intitulé du titre XIV de la Constitution est ainsi rédigé : « De la francophonie et des accords d'association ».

Vouloir promouvoir le français d'accord, mais faire du favoritisme sur ce critère dans une disposition constitutionnelle est-ce une bonne chose ?

Article 43

L'article 88-4 de la Constitution est ainsi rédigé :

« *Art. 88-4.* – Le Gouvernement soumet à l'Assemblée nationale et au Sénat, dès leur transmission au Conseil de l'Union européenne, les projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne.

« Selon des modalités fixées par le règlement de chaque assemblée, des résolutions européennes peuvent être adoptées, le cas échéant en dehors des sessions, sur les projets ou propositions mentionnés au premier alinéa, ainsi que sur tout document émanant d'une institution de l'Union européenne.

« Au sein de chaque assemblée parlementaire est instituée une commission chargée des affaires européennes. »

Je ne trouve pas de disposition permettant au parlement de faire des propositions à l'union européenne, seule l'union européenne transmet ses propositions.

Article 44

L'article 88-5 de la Constitution est ainsi rédigé :

« *Art. 88-5.* – Tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité relatif à l'adhésion d'un État à l'Union européenne et aux Communautés européennes est soumis au référendum par le Président de la République.

« Toutefois, par le vote d'une motion adoptée en termes identiques par chaque assemblée à la majorité des trois cinquièmes, le Parlement peut autoriser l'adoption du projet de loi selon la procédure prévue au troisième alinéa de l'article 89. »

Pour être clair, dans le principe le gouvernement propose un référendum mais l'article 89 l'autorise à passer par la voie parlementaire ! Qu'en pensent les juristes ?

Article 45

Dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 89 de la Constitution, après le mot : « être », sont insérés les mots : « examiné dans les conditions de délai fixées au troisième alinéa de l'article 42 et ».

Pour être plus clair :

Le projet ou la proposition de révision doit être voté par les deux assemblées en termes identiques. La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum.

Devient

Le projet ou la proposition de révision doit être examiné dans les conditions de délai fixées au troisième alinéa de l'article 42 et voté par les deux assemblées en termes identiques. La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum.

Il faut se rappeler l'alinéa en question (qui vient d'être ajouté) précise les cas d'urgences en cas de finance par exemple.

Article 46

I. – Les articles 11, 13, le dernier alinéa de l'article 25, les articles 34-1, 39, 44, 56, 61-1, 65, 69, 71-1 et 73 de la Constitution, dans leur rédaction résultant de la présente loi constitutionnelle, entrent en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application.

II. – Les articles 41, 42, 43, 45, 46, 48, 49, 50-1, 51-1 et 51-2 de la Constitution, dans leur rédaction résultant de la présente loi constitutionnelle, entrent en vigueur le 1^{er} mars 2009.

III. – Les dispositions de l'article 25 de la Constitution relatives au caractère temporaire du remplacement des députés et sénateurs acceptant des fonctions gouvernementales, dans leur rédaction résultant de la présente loi constitutionnelle, s'appliquent aux députés et sénateurs ayant accepté de telles fonctions antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi organique prévue à cet article si, à cette même date, ils exercent encore ces fonctions et que le mandat parlementaire pour lequel ils avaient été élus n'est pas encore expiré.

Si cette disposition n'est pas une loi rétroactive alors que l'expression « antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi » est clairement rédigée, alors il n'y a plus de justice ! Si la rétroactivité devient constitutionnelle un principe majeur de nos lois est détruit ! Mais comme cela est en faveur des parlementaires devant voter cette loi, je doute de leur réticence.

Article 47

I. – À compter de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne, signé le 13 décembre 2007, le Titre XV de la Constitution est ainsi modifié :

Cela sous-entend que le traité de Lisbonne sera de toute façon appliqué dans le cadre de notre constitution même si des états européens l'ayant refusé le rend caduc ?

1° Dans le premier alinéa de l'article 88-4, les mots : « les projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne » sont remplacés par les mots : « les projets d'actes législatifs européens et les autres projets ou propositions d'actes de l'Union européenne » ;

2° Dans l'article 88-5, les mots : « et aux Communautés européennes » sont supprimés ;

Plus de communauté européenne, il ne reste que l'union européenne.

3° Les deux derniers alinéas de l'article 88-6 sont ainsi rédigés :

« Chaque assemblée peut former un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne contre un acte législatif européen pour violation du principe de subsidiarité. Ce recours est transmis à la Cour de justice de l'Union européenne par le Gouvernement.

« À cette fin, des résolutions peuvent être adoptées, le cas échéant en dehors des sessions, selon des modalités d'initiative et de discussion fixées par le règlement de chaque assemblée.

À la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs, le recours est de droit. »

L'article 88-6 ? Art. 88-6.-4 janvier 2005- Par le vote d'une motion adoptée en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat, le Parlement peut s'opposer à une modification des règles d'adoption d'actes de l'Union européenne selon la procédure de révision simplifiée du traité établissant une Constitution pour l'Europe.

La contradiction est flagrante entre la pratique de l'état et l'ancien article 88-5 « Tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité relatif à l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne et aux Communautés européennes est soumis au référendum par le Président de la République » mais celui-ci a déjà été abrogé pour le traité de Lisbonne ! Et au passage pour tous les traités à venir.

II. – Sont abrogés l'article 4 de la loi constitutionnelle n° 2005-204 du 1^{er} mars 2005 modifiant le titre XV de la Constitution ainsi que les 3^o et 4^o de l'article 2 de la loi constitutionnelle n° 2008-103 du 4 février 2008 modifiant le titre XV de la Constitution.

Comprenne qui pourra !

III. – L'article 88-5 de la Constitution, dans sa rédaction résultant tant de l'article 44 de la présente loi constitutionnelle que du 2^o du I du présent article, n'est pas applicable aux adhésions faisant suite à une conférence intergouvernementale dont la convocation a été décidée par le Conseil européen avant le 1^{er} juillet 2004.

Encore un cas de rétroactivité !

Toutes ces gymnastiques pour réussir à détourner l'abus de pouvoir consistant à ne pas tenir compte du résultat du référendum sur la constitution européenne.

(Voir <http://www.trazibule.fr/modif-constitution-2008.php>)

Résumé des points les plus litigieux :

Article 12 :

L'assemblée perd tout pouvoir car elle ne peut ni proposer, ni contrôler, ni même faire la moindre injonction au président de la république.

C'est l'affirmation absolue de la prise du pouvoir de l'exécutif sur le législatif !

Article 13 :

Il s'agit quand même du choix de la déclaration de guerre ! Le président peut déclarer la guerre sans contrôle, et même attendre trois jours pour s'expliquer ! Et même là il n'y a aucun vote possible et ce pendant quatre mois ! Voir plus car il faut attendre la session suivante !

Article 20

Le droit d'amendement devient d'une complexité telle que toutes les interprétations pourront fleurir.

Article 23

Le parlement questionne le gouvernement répond, l'aspect consultatif du parlement et l'aspect autoritaire du gouvernement est confirmé.

Article 24

Il faut lire l'article car il s'agit de la responsabilité du gouvernement qui n'est plus engagé sur un texte quelconque mais que sur les lois de finance ou de la sécu..« Le Premier ministre peut, en outre, recourir à cette procédure pour un autre projet ou une proposition de loi par session. » ...Ce pouvoir est étendu sur plusieurs projets par session ! Alors que le député « ne peut être signataire de plus de trois motions de censure au cours d'une même session ordinaire et de plus d'une au cours d'une même session extraordinaire. » (Texte d'origine inchangé).

Il suffit de griller le droit des députés à faire une motion de censure pour que les suivantes se retrouvent libérées du risque de censure !

Article 31

Avant Conseil supérieur de la magistrature pouvait « donner son avis pour les nominations » aujourd'hui elle pourra « donner son avis sur les sanctions disciplinaires » mais plus sur les nominations. J'interprète cela comme une diminution de compétence déguisée en augmentation de pouvoir.

Article 37

Dans les départements d'outre-mer cela signifie-t-il qu'un règlement pourrait se substituer à la loi ? Les fortunes de Barthélémy pourraient régler leurs statuts à leur guise sans référence à la loi ?

Article 41

Non seulement LE DÉFENSEUR DES DROITS est nommé par le président mais ne rend compte qu'à lui seul ! Il pourrait ainsi assurer seul un contrôle des institutions ?

Article 46

Si cette disposition n'est pas une loi rétroactive alors que l'expression « antérieurement à la date d'entrée en vigueur de la loi » est clairement rédigée, alors il n'y a plus de justice ! Si la rétroactivité devient constitutionnelle un principe majeur de nos lois est détruit ! Mais comme cela est en faveur des parlementaires devant voter cette loi, je doute de leur réticence.

Pour réagir à ce texte ou transmettre vos propres analyses :

postmaster@trazibule.fr

Ou écrire sur le site :

<http://www.trazibule.fr>